

Protection sociale

Les retraites complémentaires bientôt en négociation

Article paru dans FO Hebdo n°3048

Dégradation économique oblige, syndicats et patronat gestionnaires de l'ARRCO et de l'AGIRC vont ouvrir leurs discussions dès cet automne, le 22 novembre.

Un rendez-vous entre syndicats et patronat gestionnaires des régimes de retraite complémentaire ARRCO (tous les salariés) et AGIRC (cadres) avant fin 2012 était prévu par l'accord du 18 mars 2011 sur les retraites complémentaires: les interlocuteurs sociaux se sont réunis le 12 octobre pour faire le point sur la situation financière des deux régimes. Les éléments de chiffrage fournis ont confirmé la dégradation des comptes. Une évolution due à l'évolution démographique et à la conjoncture économique morose – la hausse du chômage réduisant les ressources de l'AGIRC et de l'ARRCO, constituées par les cotisations sociales versées par les salariés et les employeurs.

PAS DE CHÈQUE EN BLANC, DIT FO

Aussi, patronat et syndicats ont-ils décidé d'ouvrir des négociations à partir du 22 novembre sur des mesures destinées à assurer l'équilibre financier de l'ARRCO et de l'AGIRC. Le déficit cumulé des deux régimes atteint aujourd'hui environ 4,5 milliards d'euros, alors qu'ils étaient encore excédentaires en 2009. Quant aux réserves financières, elles seraient épuisées en 2017 pour l'AGIRC et en 2020 pour l'ARRCO. «Il ne me paraît pas opportun d'agiter les peurs, cela nous laisse le temps de négocier», temporise Philippe Pihet, Secrétaire confédéral FO chargé des retraites. «Il faudra toutefois réunir deux conditions: qu'il y ait une réelle volonté de l'employeur de continuer à gérer paritairement la retraite complémentaire des salariés du privé, et que toutes les options restent ouvertes, que ce soit des mesures sur les ressources ou sur les prestations.»

«Nous ne signerons pas de chèque en blanc», prévient-il cependant. Le patronat plaide pour l'adoption de «mesures conservatoires». Lors de la future négociation, FO demandera une augmentation de la cotisation. «Nous ne pourrions ignorer le “choc de compétitivité” qui devrait avoir lieu», explique Philippe Pihet. «Autrement dit, si le gouvernement fait cadeau de plusieurs milliards d'euros à l'employeur, celui-ci devra en restituer aux salariés, au travers de la cotisation.» Des documents chiffrés remis aux parties prenantes par les services techniques de l'ARRCO et de l'AGIRC évoquent différentes pistes. Parmi celles-ci: une moindre revalorisation, voire un gel des pensions en 2013, ou une augmentation des cotisations. Ces paramètres seront au centre de la future négociation. Une négociation essentielle puisqu'elle concerne plus de dix-sept millions de salariés et 11,2 millions de retraités. Sans oublier que les retraites complémentaires représentent de 30% à 55% du montant total des pensions versées aux retraités du secteur privé.

Jour après jour du 25/10/2012